

8986

S.A. "OREFI", Orientale et Financière

Société Anonyme au capital de 3 000 800 francs

Siège social : 253 Avenue du Président WILSON
93210 LA PLAINE SAINT DENIS

Siren : 399 402 965
APE : 741G



06 JUIL 1998
INPI

**PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU 23 JUILLET 1998**

L'an mil neuf cent quatre vingt dix huit, le 23 juillet, à 16 heures,

A l'issue de l'Assemblée Générale Extraordinaire, les premiers administrateurs de la société anonyme "OREFI", Orientale et Financière se sont réunis en vue d'organiser la direction générale de la Société.

Sont présents et ont émargé le registre de présence :

Monsieur GRANJON Jacques Antoine,
Monsieur SORBAC Julien
Monsieur SORBAC Claude,
Monsieur COURT Xavier.

Le Conseil, réunissant la totalité des administrateurs peut délibérer valablement.

Monsieur GRANJON Jacques Antoine préside la séance.

Monsieur SORBAC Claude remplit les fonctions de secrétaire.

NOMINATION DU PRESIDENT

Après en avoir délibéré, le Conseil désigne, à l'unanimité, Monsieur GRANJON Jacques Antoine en qualité de Président du Conseil d'Administration pour la durée de son premier mandat d'administrateur.

Monsieur GRANJON Jacques Antoine déclare accepter les fonctions qui viennent de lui être conférées et satisfaire à toutes les conditions légales, réglementaires et statutaires, notamment en ce qui concerne le cumul du nombre de mandats de Président du Conseil d'Administration ou de membre du Directoire ou de Directeur Général unique d'une société anonyme.

POUVOIRS DU PRESIDENT

En sa qualité de Président, Monsieur GRANJON Jacques Antoine assumera, sous sa responsabilité, la direction générale de la Société et représentera celle-ci à l'égard des tiers.

Il est investi dans les limites légales des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société.

Toutefois, à titre de règlement intérieur, et sans que ces limitations soient opposables aux tiers, Monsieur GRANJON Jacques Antoine devra obtenir l'autorisation préalable du Conseil d'Administration pour :

- acheter ou vendre des biens ou droits immobiliers,
- créer ou supprimer des succursales, agences ou usines,
- acquérir, vendre, louer ou prendre à bail un fonds de commerce,
- hypothéquer ou nantir des biens de la Société à l'exception du matériel et de l'outillage d'équipement,
- prendre une participation dans toute société, accroître, diminuer, aliéner des participations existantes,


Dans ces limites, le Président pourra partiellement déléguer ses pouvoirs.

La rémunération de Monsieur GRANJON Jacques Antoine en qualité de Président du Conseil d'Administration sera décidée lors d'une prochaine réunion du Conseil d'Administration. Il sera remboursé, sur justificatifs, de ses frais de déplacement et de représentation.

NOMINATION D'UN DIRECTEUR GENERAL

Monsieur le Président remercie les membres du Conseil et expose qu'en raison du développement important de l'activité des différentes sociétés du Groupe et de la complexité croissante des problèmes posées par la gestion dans le contexte économique actuel, il souhaite s'adjoindre un Directeur Général pour l'aider dans les tâches multiples qu'il doit assumer dans le cadre de ses fonctions.

Il propose la candidature à ce poste de Monsieur Julien SORBAC, lequel a préalablement accepté d'assumer cette mission dans le cas où il serait nommé par le Conseil.



Des observations sont échangées et des explications données par le Président qui rappelle les dispositions des Statuts dans son Article 17.

Après en avoir délibéré,

le Conseil décide à l'unanimité, moins la voix de Monsieur Julien SORBAC qui déclare s'abstenir, de nommer Monsieur Julien SORBAC en qualité de Directeur Général à dater de ce jour. Il disposera des mêmes pouvoirs que le Président vis à vis des tiers.

CONVENTIONS

Le Conseil après en avoir délibéré décide de reconduire les conventions préalablement approuvées sous la forme de Société à Responsabilité Limitée.

Le Conseil donne tous pouvoirs à son Président ou à toute personne qu'il se substituerait pour remplir toutes formalités de publicité ou autres prescrites par la loi.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée à 16 heures trente.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par les Administrateurs présents.



FACE 100-113
ARTICLE 905-C.G.I.
Arrêté du 28 Mars 1958

Le Président rappelle que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Lecture du rapport de la gérance,
- Agrément de huit nouveaux associés,
- Augmentation du capital social en numéraire
- Transformation de la Société en Société Anonyme,
- Adoption des statuts de la Société sous sa nouvelle forme,
- Désignation des Administrateurs,
- Confirmation des Commissaires aux comptes dans leurs fonctions,
- Questions diverses,
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des membres de l'Assemblée :

- une copie de la lettre recommandée adressée à chaque associé et les avis de réception,
- la copie et l'avis de réception de la lettre de convocation du Commissaire aux Comptes,
- le rapport de la gérance,
- le rapport du Commissaire établi conformément aux dispositions des articles 69 et 72-1 de la loi du 24 juillet 1966,
- le texte du projet des résolutions qui seront soumises à l'Assemblée,
- le projet de statuts de la Société sous la forme anonyme.


Le Président déclare que les documents et renseignements prévus par les dispositions législatives et réglementaires ont été adressés aux associés et au Commissaire aux Comptes ou tenus à leur disposition au siège social pendant le délai fixé par lesdites dispositions.

Il déclare également que le rapport du Commissaire prévu par l'article 72-1 de la loi du 24 juillet 1966 a été tenu à la disposition des associés et déposé au Greffe du Tribunal de commerce, conformément aux dispositions de l'article 56-1 du décret du 23 mars 1967 et de l'article 49 du décret du 30 mai 1984.

L'Assemblée lui donne acte de cette déclaration et reconnaît la validité de la convocation.

Il est ensuite donné lecture du rapport de la gérance ainsi que du rapport du Commissaire à la transformation établi conformément aux dispositions des articles 72-1 et 69 de la Loi sur les sociétés commerciales.

Cette lecture terminée, le Président déclare la discussion ouverte.



FACE ANNULÉE
ARTICLE 905-C.G.I.
annulé du 23 Mars 1958

Diverses observations sont échangées puis personne ne demandant plus la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :


PREMIERE RESOLUTION

La collectivité des associés, après avoir pris connaissance du projet d'augmentation du capital en numéraire réservé à de nouveaux associés agréé expressément :

- Monsieur SORBAC Claude, célibataire, né le 4 novembre 1960 à Buenos Aires (ARGENTINE), de nationalité française, demeurant 6 rue Nicolas Chuquet 75017 PARIS.
- Monsieur COURT Xavier, marié sous le régime de la séparation des biens, né le 24 Mai 1966 à Saint Etienne (FRANCE), de nationalité française, demeurant 2 rue des Marronniers 75016 PARIS.
- Monsieur GRANJON Eliot, célibataire, né le 17 septembre 1992 à 75016 PARIS (FRANCE), de nationalité française, demeurant 106 rue de la Faisanderie 75116 PARIS, représenté par Monsieur Jacques Antoine GRANJON.
- Mademoiselle GRANJON Audrey, célibataire, née le 27 décembre 1993 à 75016 PARIS (FRANCE), de nationalité française, demeurant 106 rue de la Faisanderie 75116 PARIS, représentée par Monsieur Jacques Antoine GRANJON.
- Monsieur SORBAC Sébastien, célibataire, né le 25 juillet 1994 à 75016 PARIS (FRANCE), de nationalité française, demeurant 4 rue Rembrandt 75008 PARIS, représenté par Monsieur Julien SORBAC.
- Monsieur SORBAC Nicolas, célibataire, né le 25 juillet 1994 à 75014 PARIS (FRANCE), de nationalité française, demeurant 4 rue Rembrandt 75008 PARIS, représenté par Monsieur Julien SORBAC.
- GRANJON Alexandre, célibataire, né le 15 juin 1997 à 75016 PARIS (FRANCE), de nationalité française, demeurant 106 rue de la Faisanderie 75116 PARIS, représenté par Monsieur Jacques Antoine GRANJON.
- SORBAC Tatania, célibataire, née le 28 mai 1998 à 92 Neuilly (FRANCE), de nationalité française, demeurant 4 rue Rembrandt 75008 PARIS, représentée par Monsieur Julien SORBAC.

en qualité de nouveaux associés.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.



FACE ANNULÉE
ARTICLE 905-C.G.I.
Arrêté du 29 Mars 1958

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport de la Gérance, et sur proposition de celle-ci, décide d'augmenter le montant du capital social d'une somme de HUIT CENT FRANCS pour le porter de TROIS MILLIONS DE FRANCS à TROIS MILLIONS HUIT CENT FRANCS par la création de 8 parts nouvelles de 100 francs chacune, émises au prix de CINQ CENT QUARANTE FRANCS, soit avec une prime d'émission de 440 francs par part, et à libérer en numéraire intégralement du montant nominal et de la prime.

Le montant de la prime d'émission à verser en sus de la valeur nominale sera inscrit à un compte spécial au passif du bilan de la société.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

La collectivité des associés décide que l'augmentation de capital décidée sous la résolution précédente est réservée à :

- SORBAC Claude, à concurrence de UNE part sociale, ci	1
- COURT Xavier, à concurrence de UNE part sociale, ci	1
- GRANJON Eliot, à concurrence de UNE part sociale, ci	1
- GRANJON Audrey, à concurrence de UNE part sociale, ci	1
- GRANJON Alexandre, à concurrence de UNE part sociale, ci	1
- SORBAC Sébastien, à concurrence de UNE part sociale, ci	1
- SORBAC Nicolas, à concurrence de UNE part sociale, ci	1
- SORBAC Tatiana, à concurrence de UNE part sociale, ci	1
<u>Total égal au nombre de parts nouvelles</u>	8

FACE ANNULÉE
ARTICLE 905-C.G.I.
Arrêté du 26 Mars 1957

La collectivité des associés constate en outre :

- que la somme de 4 320 francs correspondant au montant des souscriptions en numéraire a été déposée à la banque B.P.C. à un compte ouvert au nom de la société sous la rubrique "Augmentation de capital à réaliser" ainsi que l'atteste le certificat du dépositaire établi par ladite banque.
- qu'ainsi l'augmentation de capital est régulièrement et définitivement réalisée.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Commissaire à la transformation désigné à l'unanimité des associés, sur l'évaluation des biens composant l'actif social et les avantages particuliers, conformément aux dispositions de l'article 72-1 de la loi du 24 juillet 1966, approuve expressément cette évaluation ainsi que les avantages particuliers mentionnés dans ledit rapport.

L'Assemblée Générale prend acte de ce que le rapport atteste que le montant des capitaux propres est au moins égal au capital social.


Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, sur proposition de la gérance, après avoir entendu la lecture de son rapport et du rapport sur la situation de la Société prévu par l'article 69 de la loi du 24 juillet 1966, constate que toutes les conditions légales de validité sont réunies, et décide de transformer la Société en société anonyme à compter de ce jour.

Cette modification de la forme de la Société n'entraînera pas la création d'une personne morale nouvelle.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.



Page 1
ARTICLE 1
Arrêté du 26 Mars 1911

SIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, en conséquence de la décision de transformation qu'elle vient de prendre, et après avoir pris connaissance des statuts qui lui ont été proposés en approuve le contenu et décide de les adopter comme statuts de la Société sous sa nouvelle forme. Un exemplaire desdits statuts demeurera annexé au présent procès-verbal.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

SEPTIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale nomme en qualité de premiers administrateurs de la Société sous sa forme anonyme, pour une durée de six ans qui prendra fin à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2 003, Messieurs :

- GRANJON Jacques-Antoine, né le 9 Août 1962 à Marseille Bouches du Rhône (FRANCE), de nationalité française, demeurant 106 rue de la Faisanderie 75116 PARIS.
- SORBAC Julien, né le 4 Novembre 1960 à Buenos Aires (ARGENTINE), demeurant 4 rue Rembrandt 75008 PARIS.
- COURT Xavier, né le 24 Mai 1966 à Saint Etienne (FRANCE), de nationalité française, demeurant 2 rue des Marronniers 75016 PARIS.
- SORBAC Claude, né le 4 novembre 1960 à Buenos Aires (ARGENTINE), de nationalité française, demeurant 6 rue Nicolas Chuquet 75017 PARIS.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Les nouveaux administrateurs, présents à la réunion, acceptent les fonctions qui viennent de leur être confiées et déclarent qu'ils n'exercent aucune fonction et ne sont frappés d'aucune incompatibilité ou interdiction susceptible de leur interdire d'exercer lesdites fonctions.

FACE ANNULÉE
ARTICLE 905-C.G.I.
Arrêté du 28 Mars 1958

HUITIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale confirme Messieurs Michel TREMEAU et Michel FAVRE dans leurs fonctions respectives de Commissaire aux Comptes titulaire et de Commissaire aux Comptes suppléant pour la durée de leur mandat restant à courir, soit jusqu'à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2003.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

NEUVIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide que la transformation de la Société en société anonyme ne modifiera pas la date de clôture de l'exercice en cours, qui demeure fixée au 31 décembre 1998.

Les comptes de cet exercice seront établis, présentés et contrôlés conformément aux modalités prévues par les nouveaux statuts et les dispositions légales relatives aux sociétés anonymes. Le gérant de la Société sous sa forme ancienne présentera à l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires qui statuera sur ces comptes, un rapport sur l'exécution de son mandat pendant la période comprise entre le début du présent exercice et la date de transformation de la Société.


Cette Assemblée sera convoquée et délibérera conformément aux dispositions légales relatives aux sociétés anonymes et aux dispositions des nouveaux statuts. L'affectation du résultat de l'exercice en cours se fera selon les règles fixées par les nouveaux statuts. Les fonctions de la gérance prennent fin à compter de ce jour, sous réserve de la nécessité pour la gérance d'établir un rapport de gestion.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, en conséquence de l'adoption des résolutions qui précèdent et de l'acceptation de leurs fonctions par les membres du Conseil d'Administration et les Commissaires aux Comptes, constate que la transformation de la Société en société anonyme est définitivement réalisée.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.



ONZIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée à 16 heures.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé après lecture par le gérant et les associés ou leurs mandataires.



FACE ANNULÉE
ARTICLE 905-C.G.I.
Arrêté du 22 Mars 1958

Sarl OREFI

Société à Responsabilité limitée au capital de 3 000 000 francs

Siège social : 253-255 Avenue du Président WILSON
93210 LA PLAINE SAINT DENIS

SIREN : 399 402 965

APE : 741G

EXTRAIT DU PROCES VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 30 JUIN 1998

L'an mil neuf cent quatre-vingt dix-huit, le 30 juin à quatorze heures,
au siège social 253 Avenue du Président Wilson 93210 LA PLAINE SAINT DENIS

Les associés de la Société à Responsabilité Limitée "OREFI" au capital de 3 000 000 francs, divisé en trente mille parts sociales de cent francs chacune, se sont réunis en Assemblée Générale Ordinaire sur convocation de la Gérance.

SONT PRESENTS :

Monsieur GRANJON Jacques Antoine	
propriétaire de quinze mille parts sociales,	15 000 parts
 Monsieur SORBAC Julien	
propriétaire de quinze mille parts sociales,	15 000 parts

TOTAL	30 000 parts

Tous les associés étant présents, l'Assemblée peut valablement délibérer et, en conséquence, est déclarée valablement constituée.

Monsieur GRANJON Jacques Antoine, préside la réunion en sa qualité d'associé-gérant.

SIXIEME RESOLUTION

La collectivité des associés décide de nommer :

- en qualité de Commissaire aux comptes titulaire Monsieur Michel TREMEAU, né le 7 juillet 1935, domicilié 5 rue Ponscarne 75 013 Paris,
- en qualité de Commissaire aux comptes suppléant Monsieur Michel FAVRE, né le 20 juin 1940, domicilié 164 bis avenue de la République 94 120 Fontenay sous bois.

Messieurs Michel TREMEAU et Michel FAVRE sont nommés pour une durée de six ans, leurs mandats prendront fin lors de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les Comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2003.

Chacun des Commissaires aux comptes ainsi nommé a fait savoir à l'avance qu'il acceptait les fonctions qui lui sont conférées et a déclaré satisfaire à toutes les conditions requises par la Loi et les règlements pour l'exercice des dites fonctions.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité

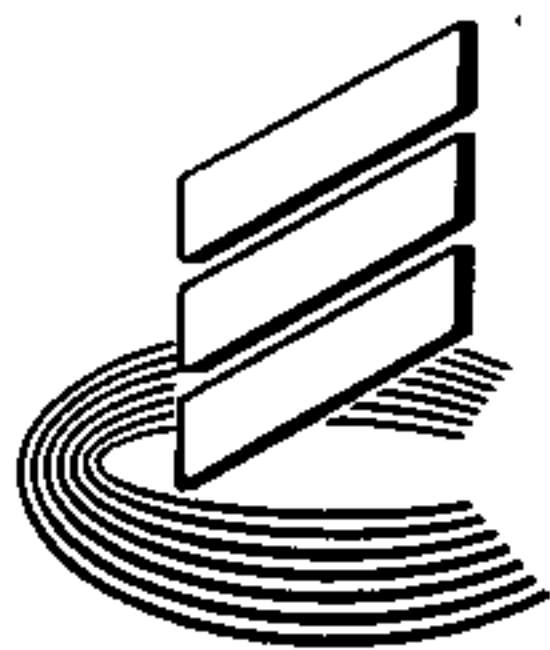
SEPTIEME RESOLUTION

La collectivité des associés confère tous pouvoirs au porteur de l'original, d'un extrait ou d'une copie des présentes à l'effet d'accomplir toutes formalités de publicité, de dépôt, et autres qu'il appartiendra.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à quinze heures.

Fait à Paris le 30 juin 1998



MICHEL TREMEAU

EXPERT COMPTABLE D.P.L.E.
COMMISSAIRE AUX COMPTES
MEMBRE DE LA COMPAGNIE
REGIONALE DE PARIS

**RAPPORT DU COMMISSAIRE A LA TRANSFORMATION
ET DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
A L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
SUR LA TRANSFORMATION DE LA SARL
"OREFI", ORIENTALE ET FINANCIERE
EN SOCIETE ANONYME**

Paris, le 9 juillet 1998

Mesdames Messieurs,

Commissaire aux comptes de votre société, j'ai de plus été désigné par l'Assemblée générale ordinaire en date du 30 juin 1998 en qualité de Commissaire à la transformation de la Société à responsabilité limitée "OREFI", Orientale et Financière, dont le siège social est sis à La Plaine Saint Denis - 253 avenue du Président Wilson et dont le capital sera porté à 3 000 800 francs lors de votre Assemblée Générale Extraordinaire du 23 juillet 1998.

A ce titre, je suis chargé d'apprécier la valeur des biens composant l'actif social et les avantages particuliers éventuels, conformément aux dispositions de l'article 72-1 de la Loi du 24 juillet 1966 sur les Sociétés Commerciales.

Dans le cadre de cette mission, je dois également attester que le montant des capitaux propres est au moins égal au capital social, conformément aux dispositions de l'article 56-1 du Décret du 23 mars 1967.

En outre, j'ai été chargé d'établir le rapport sur la situation de la Société prévu à l'article 69 de la Loi.

En conséquence, l'exécution de cette mission est relatée dans le rapport unique que je vous présente sous la forme développée de la manière ci-après :

I. SITUATION DE LA SOCIETE

1.1 Origine et caractéristiques de la Société.

- Création :

Aux termes d'un acte sous seings privés en date du 12 décembre 1994, il a été constitué une société à responsabilité limitée qui sera régie par les dispositions de la Loi du 24 juillet 1966 et le décret du 23 mars 1967, toutes dispositions légales ou réglementaires en vigueur et par les statuts.

L'acte constitutif a été enregistré à Saint Denis ville le 20 décembre 1994.

Elle est immatriculée au Registre du Commerce de Paris sous le numéro :

B 399 402 965

- Objet social :

La Société a pour objet, tant en France qu'à l'étranger :

Toutes prestations de service en matière commerciale telles que :

- étude et conception, recherches de marchés, lancement de produits, sous-traitance commerciale, distribution,*
- ainsi que toutes prestations de services et d'assistance en matières administrative, financière, comptable, informatique et de conseils.*
- L'acquisition et la gestion de toutes valeurs mobilières, la prise de participations ou d'intérêts dans toutes sociétés commerciales, industrielles, financières, mobilières et immobilières.*
- L'achat ou la fabrication, pour la distribution et la revente, de tous produits finis ou semi-finis, de consommation et d'équipement.*

La participation de la Société, par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce ou établissements; la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités.

Et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'un des objets visés ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes.

- Raison sociale :

La société a pris comme dénomination sociale : "OREFI", Orientale et Financière

- Siège social :

Le siège social est fixé : 253 Avenue du président WILSON 93210 La Plaine Saint Denis.

- Durée de la société :

La société est constituée pour une durée de quatre vingt dix neuf années à dater de son immatriculation au registre du commerce, soit jusqu'au 28 décembre 2 093, sauf prorogation ou dissolution anticipée.

- Exercice social :

L'année sociale commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

Depuis sa création, la société, dont l'exploitation a débuté en 1995, a procédé à la clôture de trois exercices (premier exercice le 31 décembre 1995 et dernier en date le 31 décembre 1997).

- Gérance :

Le gérant actuel est Monsieur Jacques Antoine GRANJON, demeurant 106 rue de la Faisanderie 75016 PARIS

1.2 Conditions d'exécution de la mission.

Je n'ai pas rencontré de difficultés particulières au cours de l'accomplissement de ma mission. Les informations nécessaires ont été mises à ma disposition, et j'ai pu notamment consulter :

- les Comptes annuels du dernier exercice social (période du 1 janvier 1997 au 31 décembre 1997) établis par la S.E.C.A. Société d'Expertise-Comptable,
- les procès-verbaux et rapports concernant la vie sociale,
- la comptabilité générale et auxiliaire des derniers exercices,
- les pièces justificatives les plus significatives.

Enfin, j'ai pris connaissance également :

- du Rapport de la gérance à l'Assemblée générale extraordinaire appelée à statuer sur le projet de transformation de la société en société anonyme, ainsi que des conditions juridiques suivant lesquelles doit se réaliser l'opération,
- du texte des résolutions proposées à l'Assemblée générale extraordinaire et du projet de statuts.

J'ai effectué mes diligences dans le cadre d'un examen limité, complété de contrôles particuliers, conformément aux normes de la profession.

II EXAMEN DES CONDITIONS JURIDIQUES PREALABLES.

2.1 Capital social

Lors de la constitution de la Société, il a été fait apport de :

- apports en numéraire	110 000 francs
- apports en nature	2 890 000 francs
soit un montant total de :	<u>3 000 000 francs</u>

Lors de votre Assemblée générale Extraordinaire du 23 juillet 1998, la gérance vous propose de porter le capital social de votre société de TROIS MILLIONS DE FRANCS à TROIS MILLION HUIT CENT FRANCS par la création de 8 parts nouvelles de 100 francs chacune, soit une somme de HUIT CENT FRANCS, émises au prix de CINQ CENT QUARANTE FRANCS, soit avec une prime d'émission de 440 francs par part, et à libérer en numéraire.

Si vous adoptez les résolutions qui vous sont proposées, la répartition du capital social sera la suivante :

Monsieur Jacques Antoine GRANJON	15 000 parts
Monsieur Julien SORBAC	15 000 parts
Monsieur Claude SORBAC	1 part
Monsieur Xavier COURT	1 part
Monsieur Eliot GRANJON	1 part
Mademoiselle Audrey GRANJON	1 part
Monsieur Sébastien SORBAC	1 part
Monsieur Nicolas SORBAC	1 part
Monsieur Alexandre GRANJON	1 part
Mademoiselle Tatiana SORBAC	1 part

Le nombre des associés est donc de dix.

2.2 Détermination des capitaux propres

Le montant des capitaux propres correspond à la somme algébrique des éléments suivants :

- apports des associés : capital, primes liées au capital (émission, apport ou fusion).
- écarts de réévaluation.
- bénéfices autres que ceux pour lesquels une décision de distribution est intervenue : réserves, report à nouveau créditeur, bénéfice de l'exercice.
- subventions d'équipement.
- provisions réglementées.

A la date du 31 décembre 1997, après affectation du résultat de l'exercice 1997, les Capitaux propres s'élèvent à :

- Capital appelé versé	3 000 000 francs
- Réserve légale	300 000 francs
- Réserves facultatives	12 915 000 francs
- Report à nouveau créditeur	2 122 francs
- Provisions réglementées	2 055 francs
<u>Capitaux propres au 31 décembre 1997</u>	<u>16 219 177 francs</u>

Le montant des Capitaux propres est donc supérieur au montant du Capital social qui s'élève à 3 000 800 francs à la date de la transformation.

Les conditions préalables à la transformation sont donc réunies.

III. APPRECIATION DE LA VALEUR DES BIENS COMPOSANT L'ACTIF SOCIAL ET DES AVANTAGES PARTICULIERS

3.1 Examen des documents comptables.

Depuis sa création, la Société à responsabilité limitée "OREFI", Orientale et Financière a procédé à la clôture de trois exercices.

Les Comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1997 sont correctement établis.

Mon analyse détaillée des postes du Bilan et du Compte de résultat s'est appuyée sur l'examen des journaux, balances et grands livres généraux, ainsi que sur les déclarations fiscales de fin d'exercice.

3.2 Appréciation de la valeur des biens composant l'Actif social.

En conclusion de mes travaux de vérification, je n'ai pas d'observation à formuler concernant la valeur des biens composant l'actif social au 31 décembre 1997.

3.3 Appréciation des avantages particuliers.

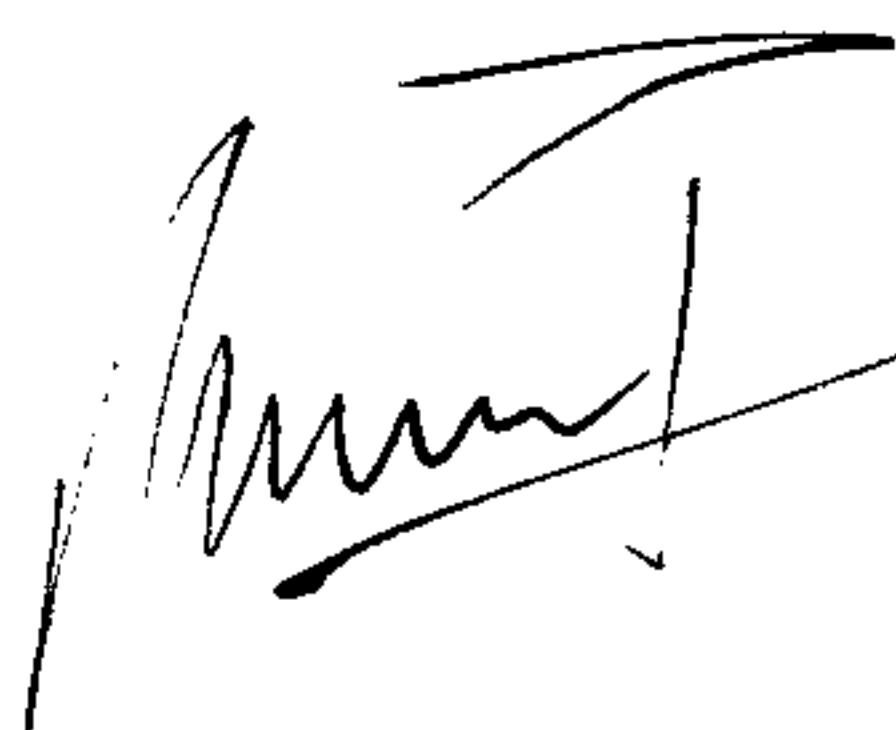
En outre, j'ai pu constater que la société n'avait consenti aucun avantage particulier au profit d'associés ou de tiers.

IV. CONCLUSION

J'atteste que le montant des Capitaux propres de la Société "OREFI", Orientale et Financière à la date du 31 décembre 1997 était au moins égal à son Capital social.


En conclusion, j'estime que rien dans la situation de la Société "OREFI", Orientale et Financière ne s'oppose à sa transformation en Société Anonyme.

Fait à Paris, le 9 juillet 1998



Michel TREMEAU
Commissaire aux Comptes
et la transformation

*Aut. conf. en
d'arrêté*



S.A. "OREFI", Orientale et Financière

Société Anonyme au capital de 3 000 800 francs

**253 Avenue du Président Wilson
93210 - LA PLAINE SAINT DENIS**

STATUTS

Modifiés par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 23 juillet 1998

STATUTS

"OREFI", Orientale et Financière

Société Anonyme au capital de 3 000 800 francs

Siège social : 253 Avenue Président WILSON
93210 LA PLAINE SAINT DENIS

Siren : 399 402 965
APE : 741G

Les soussignés :

- GRANJON Jacques-Antoine, marié sous le régime de la séparation des biens, né le 9 Août 1962 à Marseille Bouches du Rhône (FRANCE), de nationalité française, demeurant 106 rue de la Faisanderie 75116 PARIS.
- SORBAC Julien, marié sous le régime de la séparation des biens, né le 4 Novembre 1960 à Buenos Aires (ARGENTINE), de nationalité française, demeurant 4 rue Rembrandt 75008 PARIS.
- SORBAC Claude, célibataire, né le 4 novembre 1960 à Buenos Aires (ARGENTINE), de nationalité française, demeurant 6 rue Nicolas Chuquet 75017 PARIS.
- COURT Xavier, marié sous le régime de la séparation des biens, né le 24 Mai 1966 à Saint Etienne (FRANCE), de nationalité française, demeurant 2 rue des Marronniers 75016 PARIS.
- GRANJON Eliot, célibataire, né le 17 septembre 1992 à 75016 PARIS (FRANCE), de nationalité française, demeurant 106 rue de la Faisanderie 75116 PARIS.
- GRANJON Audrey, célibataire, née le 27 décembre 1993 à 75016 PARIS (FRANCE), de nationalité française, demeurant 106 rue de la Faisanderie 75116 PARIS.
- SORBAC Sébastien, célibataire, né le 25 juillet 1994 à 75016 PARIS (FRANCE), de nationalité française, demeurant 4 rue Rembrandt 75008 PARIS.
- SORBAC Nicolas, célibataire, né le 25 juillet 1994 à 75014 PARIS (FRANCE), de nationalité française, demeurant 4 rue Rembrandt 75008 PARIS.
- GRANJON Alexandre, célibataire, né le 15 juin 1997 à 75016 PARIS (FRANCE), de nationalité française, demeurant 106 rue de la Faisanderie 75116 PARIS.
- SORBAC Tatania, célibataire, née le 28 mai 1998 à 92 Neuilly (FRANCE), de nationalité française, demeurant 4 rue Rembrandt 75008 PARIS.

Ont établi, ainsi qu'il suit, les statuts de la société "OREFI", Orientale et Financière lors de sa transformation en société anonyme.

Article 1 - FORME

La Société a été constituée sous la forme de société à responsabilité limitée aux termes d'un acte sous seing privé en date du 12 décembre 1994 enregistré à la Recette des Impôts de Saint Denis-Ville le 20 décembre 1994.

Elle a été transformée en société anonyme par décision de la collectivité des associés réunie en assemblée générale extraordinaire le 23 juillet 1998.

Elle continue d'exister entre les propriétaires d'actions ci-après créées ou souscrites ultérieurement. Elle est régie par les lois et règlements en vigueur, ainsi que par les présents statuts.


Article 2 - OBJET

La Société continue d'avoir pour objet, tant en France qu'à l'étranger :

Toutes prestations de service en matière commerciale telles que :

- étude et conception, recherches de marchés, lancement de produits, sous-traitance commerciale, distribution,
- ainsi que toutes prestations de services et d'assistance en matières administrative, financière, comptable, informatique et de conseils.
- L'acquisition et la gestion de toutes valeurs mobilières, la prise de participations ou d'intérêts dans toutes sociétés commerciales, industrielles, financières, mobilières et immobilières.
- L'achat ou la fabrication, pour la distribution et la revente, de tous produits finis ou semi-finis, de consommation et d'équipement.

La participation de la Société, par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce ou établissements; la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités.



Et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'un des objets visés ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes.

Article 3 - DENOMINATION

La dénomination de la Société demeure : "OREFI", Orientale et Financière.

Dans tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, la dénomination doit être précédée ou suivie immédiatement des mots "Société Anonyme" ou des initiales S.A. et de l'énonciation du montant du capital social.

Article 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social reste fixé : 253 Avenue du Président Wilson
93210 - LA PLAINE SAINT DENIS

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par une simple décision du Conseil d'Administration, sous réserve de ratification par la prochaine Assemblée Générale Ordinaire, et partout ailleurs en vertu d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires, sous réserve des dispositions légales en vigueur.

Le Conseil d'Administration a la faculté de créer des agences et succursales partout où il le jugera utile.

Article 5 - DUREE - ANNEE SOCIALE

La durée de la Société reste fixée à quatre vingt dix neuf (99) années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Article 6 - FORMATION DU CAPITAL

Lors de la constitution de la Société, il a été fait apport de :

- apports en numéraire	110 000 francs
- apports en nature	2 890 000 francs

Le montant total des apports s'élève à :	<u>3 000 000 francs</u>
--	-------------------------



Suivant décision de la collectivité des associés réunie en assemblée générale extraordinaire le 23 juillet 1998, le capital a été augmenté de HUIT CENT FRANCS par la création de 8 parts nouvelles de 100 francs chacune émises au prix de CINQ CENT QUARANTE FRANCS libéré en numéraire, soit avec une prime d'émission de 440 francs par part, et porté à TROIS MILLION HUIT CENT FRANCS.

Article 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social reste fixé à TROIS MILLIONS HUIT CENT FRANCS (3 000 800 F).

Il est divisé en TRENTE MILLE HUIT (30 008) actions d'une seule catégorie de CENT FRANCS (100) chacune intégralement libérées.

Article 8 - MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social peut être augmenté, réduit ou amorti conformément aux lois et règlements en vigueur.


Article 9 - LIBERATION DES ACTIONS

Les actions souscrites en numéraire sont obligatoirement libérées, lors de la souscription, d'un quart au moins de leur valeur nominale et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur appel du Conseil d'Administration, dans le délai de cinq ans à compter de l'immatriculation au Registre du commerce et des sociétés en ce qui concerne le capital initial, et dans le délai de cinq ans à compter du jour où l'opération est devenue définitive en cas d'augmentation de capital.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des souscripteurs quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée à chaque actionnaire.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions entraîne de plein droit intérêt au taux légal à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la Société peut exercer contre l'actionnaire défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la Loi.



Article 10 - FORME DES ACTIONS

Les actions sont nominatives.

Elles donnent lieu à une inscription à un compte ouvert par la Société au nom de l'actionnaire dans les conditions et selon les modalités prévues par la Loi et les règlements en vigueur.

Article 11 - TRANSMISSION DES ACTIONS

1 - Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés. En cas d'augmentation du capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci.

Les actions demeurent négociables après la dissolution de la Société et jusqu'à la clôture de la liquidation.

2 - La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires sur les registres que la Société tient à cet effet au siège social.

La cession des actions s'opère à l'égard de la Société et des tiers par un ordre de mouvement signé du cédant ou de son mandataire et du cessionnaire si les actions ne sont pas entièrement libérées. L'ordre de mouvement est enregistré le jour même de sa réception sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement, dit "registre des mouvements".

3 - Sauf en cas de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux ou de cession, soit à un conjoint, soit à un ascendant ou à un descendant ou au profit d'une personne nommée administrateur, la cession d'actions à un tiers non actionnaire à quelque titre que ce soit est soumise à l'agrément de la Société dans les conditions décrites ci-après.

- Le cédant doit adresser à la Société par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception une demande d'agrément indiquant les nom, prénoms et adresse du cessionnaire, le nombre des actions dont la cession est envisagée et le prix offert. Elle doit être accompagnée d'une attestation d'inscription en compte des actions dont la cession est projetée.
- La décision est prise par le Conseil d'Administration et n'est pas motivée. La décision d'acceptation est prise à la majorité des deux tiers des administrateurs présents ou représentés, le cédant s'il est administrateur prenant part au vote.

- Elle est notifiée au cédant par lettre recommandée. A défaut de notification dans les trois mois qui suivent la demande d'agrément, l'agrément est réputé acquis.
- En cas de refus, le cédant dispose de quinze jours pour faire savoir par lettre recommandée à la Société s'il renonce ou non à la cession projetée.
- Si le cédant ne renonce pas à la cession, le Conseil d'Administration est tenu, dans le délai de trois mois à compter de la notification du refus, de faire acquérir les actions, soit par un ou plusieurs actionnaires, soit par un ou plusieurs tiers, soit, avec le consentement du cédant, par la Société, en vue d'une réduction du capital.
- Le prix d'achat est fixé d'accord entre les parties. En cas de désaccord, le prix est déterminé par un expert, conformément à l'article 1843-4 du Code civil.
- Si, à l'expiration du délai de trois mois, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné. Toutefois, ce délai peut être prolongé par ordonnance du Président du Tribunal de commerce statuant en la forme des référés, sans recours possible, l'actionnaire cédant et le cessionnaire dûment appelés.
- La cession au nom du ou des acquéreurs désignés par le Conseil d'Administration est régularisée par un ordre de virement signé du cédant ou, à défaut, du Président du Conseil d'Administration, qui le notifiera au cédant, dans les huit jours de sa date, avec invitation à se présenter au siège social pour recevoir le prix de cession, qui n'est pas productif d'intérêts.

4 - Les dispositions du présent article sont applicables dans tous les cas de cession à un tiers, soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, même aux adjudications publiques en vertu d'une décision de justice ou autrement.

Ces dispositions sont également applicables en cas d'apport en société, d'apport partiel d'actif, de fusion ou de scission. Elles peuvent aussi s'appliquer à la cession des droits d'attribution en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, primes d'émission ou bénéfices, ainsi qu'en cas de cession de droits de souscription à une augmentation de capital par voie d'apports en numéraire ou de renonciation individuelle au droit de souscription en faveur de personnes dénommées.

La clause d'agrément, objet du présent article, est applicable à toute cession de valeurs mobilières émises par la Société, donnant vocation ou pouvant donner vocation à recevoir à tout moment ou à terme des actions de la Société.

Article 12 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

1 - Chaque action donne droit dans l'actif social et le boni de liquidation à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

Elle donne en outre le droit au vote et à la représentation dans les assemblées générales, ainsi que le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la Loi et les statuts.

2 - Les actionnaires ne sont responsables du passif social qu'à concurrence de leurs apports.

Les droits et obligations suivent l'action quel qu'en soit le titulaire.

La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux statuts de la Société et aux décisions de l'Assemblée Générale.

3 - Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder un certain nombre d'actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires qui ne possèdent pas ce nombre auront à faire leur affaire personnelle du groupement, et éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions nécessaires.

Article 13 - CONSEIL D'ADMINISTRATION


La Société est administrée par un Conseil d'Administration composé de trois membres au moins et de vingt-quatre membres au plus, sous réserve de la dérogation prévue par la Loi en cas de fusion.

En cours de vie sociale, les administrateurs sont nommés, renouvelés ou révoqués par l'Assemblée Générale Ordinaire. Ils sont toujours rééligibles.

La durée des fonctions des administrateurs est de six ans, elles prennent fin à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire leur mandat.

L'administrateur nommé en remplacement d'un autre ne demeure en fonction que pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur.

Chaque Administrateur doit être propriétaire d'une (1) action.



Article 14 - ORGANISATION DU CONSEIL

Le Conseil d'Administration élit parmi ses membres un Président qui est, à peine de nullité de la nomination, une personne physique. Il détermine sa rémunération.

Nul ne peut être nommé Président s'il est âgé de plus de soixante quinze ans. D'autre part, si le Président en fonction vient à dépasser cet âge, il est réputé démissionnaire d'office à l'issue de la plus prochaine réunion du Conseil d'Administration.

Article 15 - DELIBERATIONS DU CONSEIL

Le Conseil d'Administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige, sur la convocation de son Président ou celle du tiers au moins de ses membres si le Conseil ne s'est pas réuni depuis plus de deux mois.

Les administrateurs sont convoqués aux séances du Conseil par tous moyens, même verbalement, soit au siège social, soit en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

Le Conseil ne délibère valablement que si la moitié au moins des administrateurs sont présents. Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés.

En cas de partage, la voix du Président de séance est prépondérante.

Article 16 - POUVOIRS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société, dans les limites de l'objet social et des pouvoirs expressément attribués par la Loi aux assemblées d'actionnaires.

Article 17 - DIRECTION GENERALE - DELEGATION DE POUVOIRS

1 - Le Président du Conseil d'Administration assume, sous sa responsabilité, la direction générale de la Société et la représente dans ses rapports avec les tiers, avec les pouvoirs les plus étendus, sous réserve des pouvoirs que la Loi attribue expressément aux assemblées d'actionnaires ainsi que des pouvoirs qu'elle réserve de façon spéciale au Conseil d'Administration, et dans la limite de l'objet social.

Le Conseil d'Administration peut limiter les pouvoirs du Président, mais cette limitation est inopposable aux tiers.

Le Président a la faculté de substituer partiellement dans ses pouvoirs autant de mandataires qu'il avisera.

2 - Sur proposition du Président, le Conseil d'Administration peut nommer un directeur général.

En accord avec son Président, le Conseil détermine l'étendue et la durée des pouvoirs délégués au directeur général. La limitation de ces pouvoirs n'est cependant pas opposable aux tiers, à l'égard desquels le directeur général dispose des mêmes pouvoirs que le Président.

Article 18 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET UN ADMINISTRATEUR OU UN DIRECTEUR GENERAL

Toute convention intervenant entre la Société et l'un de ses administrateurs ou directeurs généraux, soit directement, soit indirectement, soit par personne interposée, doit être soumise à l'autorisation préalable du Conseil d'Administration.

Il en est de même pour les conventions entre la Société et une entreprise, si l'un des administrateurs ou directeurs généraux de la Société est propriétaire, associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, membre du conseil de surveillance ou du directoire de l'entreprise.

Ces conventions sont autorisées dans les conditions prévues par la Loi.

Article 19 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le contrôle de la Société est effectué par un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires, nommés et exerçant leur mission conformément à la Loi.

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes suppléants appelés à remplacer le ou les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès, sont nommés en même temps que le ou les titulaires pour la même durée.

Article 20 - ASSEMBLEES GENERALES

Les assemblées générales sont convoquées et délibèrent dans les conditions fixées par la Loi.

Les décisions collectives des actionnaires sont prises en assemblées générales ordinaires, extraordinaires ou spéciales selon la nature des décisions qu'elles sont appelées à prendre.

Les assemblées générales sont convoquées soit par le Conseil d'Administration, soit par les Commissaires aux Comptes, soit par un mandataire désigné en justice dans les conditions prévues par la Loi.

Les réunions ont lieu au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

La convocation est effectuée quinze jours avant la date de l'assemblée soit par insertion d'un avis dans un journal d'annonces légales du département du lieu du siège social, soit par lettre simple ou recommandée adressée à chaque actionnaire. Dans le premier cas, chacun d'eux doit être également convoqué par lettre simple ou, sur sa demande et à ses frais, par lettre recommandée.


Tout actionnaire peut participer aux assemblées, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, sur justification de son identité et de la propriété de ses actions, sous la forme, soit d'une inscription nominative à son nom, soit d'un certificat de l'intermédiaire financier habilité teneur de comptes constatant l'indisponibilité des actions inscrites en compte jusqu'à la date de l'assemblée.

Ces formalités doivent être accomplies cinq jours au moins avant la réunion.

Tout actionnaire ne peut se faire représenter que par son conjoint ou par un autre actionnaire; à cet effet, le mandataire doit justifier de son mandat.

Tout actionnaire peut voter par correspondance au moyen d'un formulaire établi et adressé à la Société selon les conditions fixées par la Loi et les règlements; ce formulaire doit parvenir à la Société quatre jours avant la date de l'assemblée pour être pris en compte.

Tout actionnaire a le droit d'obtenir communication des documents nécessaires pour lui permettre de statuer en toute connaissance de cause sur la gestion et la marche de la Société.



La nature de ces documents et les conditions de leur envoi ou mise à disposition sont déterminées par la Loi et les règlements.

Une feuille de présence, dûment émargée par les actionnaires présents et les mandataires et à laquelle sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire, et le cas échéant les formulaires de vote par correspondance, est certifiée exacte par le bureau de l'Assemblée.

Les Assemblées sont présidées par le Président du Conseil d'Administration ou, en son absence, par un Vice-Président ou par un administrateur spécialement délégué à cet effet par le Conseil. A défaut, l'Assemblée désigne elle-même son Président.

Les fonctions de scrutateurs sont remplies par les deux actionnaires, présents et acceptants, qui disposent, tant par eux-mêmes que comme mandataires, du plus grand nombre de voix.

Le bureau ainsi composé, désigne un secrétaire qui peut ne pas être actionnaire.

Les procès-verbaux sont dressés et les copies ou extraits des délibérations sont délivrés et certifiés conformément à la Loi.

Les assemblées générales ordinaires et extraordinaires statuant dans les conditions de quorum et de majorité prescrites par les dispositions qui les régissent respectivement, exercent les pouvoirs qui leur sont attribués par la Loi.


Article 21 - INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la Loi.

A la clôture de chaque exercice, le Conseil d'Administration dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Le Conseil d'Administration établit le rapport de gestion sur la situation de la Société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi, ses activités en matière de recherche et de développement.



Article 22 - AFFECTATION ET REPARTITION DES RESULTATS

Si les comptes de l'exercice approuvés par l'Assemblée Générale font apparaître un bénéfice distribuable tel qu'il est défini par la Loi, l'Assemblée Générale décide de l'inscrire à un ou plusieurs postes de réserves dont elle règle l'affectation ou l'emploi, de le reporter à nouveau ou de le distribuer.

L'Assemblée Générale peut accorder aux actionnaires pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions dans les conditions légales.

Les pertes, s'il en existe, sont après l'approbation des comptes par l'Assemblée Générale, reportées à nouveau, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

Article 23 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Conseil d'Administration est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de convoquer l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum dans les sociétés anonymes, et dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si dans ce délai les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Article 24 - TRANSFORMATION DE LA SOCIÉTÉ

La décision de transformation est prise sur le rapport des Commissaires aux Comptes de la Société, lequel doit attester que les capitaux propres sont au moins égaux au capital social.

La transformation en société en nom collectif nécessite l'accord de tous les associés. En ce cas, les conditions prévues ci-dessus ne sont pas exigibles.

La transformation en société en commandite simple ou par actions est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts et avec l'accord de tous les associés qui acceptent d'être commandités.

La transformation en société à responsabilité limitée est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts des sociétés de cette forme.

Article 25 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

A l'expiration du terme fixé par la Société ou en cas de dissolution anticipée, l'Assemblée Générale règle les modalités de la liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la Loi.

Article 26 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation soit entre la Société et les actionnaires ou les administrateurs, soit entre les actionnaires eux-mêmes, concernant les affaires sociales, seront jugées conformément à la Loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

Toutes les contestations qui pourraient surgir pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation, soit entre la Société et les actionnaires ou les administrateurs, soit entre les actionnaires eux-mêmes, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des présents statuts, seront soumises à la procédure d'arbitrage.

Chacune des parties désigne un arbitre, les arbitres ainsi désignés en choisissent un autre, de sorte que le tribunal soit constitué en nombre impair.

A défaut d'accord, le Président du Tribunal de commerce du lieu du siège social, saisi comme en matière de référé par une des parties ou un arbitre, procédera à cette désignation par voie d'ordonnance.

L'instance arbitrale ne prendra pas fin par la révocation, le décès, l'empêchement, l'abstention ou la récusation d'un arbitre.

Un nouvel arbitre sera désigné par ordonnance, non susceptible de recours, du Président du Tribunal de commerce, saisi comme il est dit ci-dessus.

Les arbitres ne seront pas tenus de suivre les règles établies par les tribunaux. Ils statueront comme amiables compositeurs et en premier ressort, les parties convenant expressément de ne pas renoncer à la voie d'appel.

Les parties attribuent compétence au Président du Tribunal de commerce du lieu du siège social, tant pour l'application des dispositions qui précèdent, que pour le règlement de toutes autres difficultés.